

A bon entendeur

Finances publiques : zéro marge de manœuvre à l'horizon 2027

Il faut oublier les promesses de baisses d'impôts ou de hausses de dépenses, sauf à accroître encore l'endettement du pays



Le ministre des Comptes publics a annoncé que le déficit public de 2021 serait proche de 7,0 % du PIB, contre 8,1 %



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

L'Institut Montaigne a publié début janvier une note que j'ai écrite avec Vianney Bourquard sur les perspectives des finances publiques. Elle montre que la stabilisation de la dette publique à l'horizon de 2027, en pourcentage du PIB, sera très difficile.

Cette note actualise d'abord les prévisions à moyen terme du gouvernement au vu des informations disponibles début décembre. Il en ressort qu'il prévoit de ramener le déficit public un peu au-dessous de 3,0 % du PIB et de stabiliser la dette vers 114 % du PIB en 2027, en s'appuyant sur une croissance relativement raisonnable (1,4 % par an à partir de 2023) et sans augmenter ou baisser les prélèvements obligatoires au-delà de ce qui est déjà voté.

La condition la plus importante pour arriver à ce résultat est une forte modération de la croissance des dépenses publiques, ramenée en euros constants à 0,7 % par an à partir de 2023, hors mesures d'urgence et de relance (celles-ci étant supposées disparaître progressivement au début de cette période).

Un effort considérable sur les cinq prochaines années

L'apport de notre note est surtout d'estimer la croissance tendancielle des dépenses, c'est-à-dire celle qui serait enregistrée si aucun effort d'économie, ni aucune dépense nouvelle, n'était mis en œuvre. Si la dynamique de certaines dépenses, comme les retraites, est prévisible à partir des évolutions de variables socio-économiques (démographie, salaires, etc.), l'estimation de la croissance tendancielle d'autres dépenses, comme les investissements de l'État, est très conventionnelle.

Le résultat de cet exercice est donc fragile mais il permet de voir que les efforts nécessaires sont considérables. En effet, la croissance tendancielle des dépenses est estimée à 1,7 % par an, et pour maintenir leur progression à 0,7 %, il faudrait réaliser chaque année des économies de l'ordre de 1,0 % des dépenses publiques soit 14 Mds€ (70 Mds€ sur cinq ans). C'est un effort un peu plus grand que celui réalisé en moyenne dans les années 2011-2019 avec des mesures telles que le recul de l'âge de départ en retraite ou le gel du point de la fonction publique. Après deux ans de quoi qu'il en coûte, justifié pour répondre à la crise, c'est socialement peu réaliste.

“La croissance tendancielle des dépenses est estimée à 1,7 % par an, et pour maintenir leur progression à 0,7 %, il faudrait réaliser chaque année des économies de l'ordre de 1,0 % des dépenses publiques”

Depuis cette publication, le ministre des Comptes publics a annoncé que le déficit public de 2021 serait proche de 7,0 % du PIB, contre 8,1 % jusque-là prévus, grâce notamment à de meilleures recettes fiscales. Les dépenses de 2022 risquent en revanche d'être plus élevées que prévu (mesures de protection contre la hausse des prix de l'énergie...) et l'effort nécessaire sur 2023-2027 ne semble pas devoir être modifié.

En tout état de cause, que l'effort d'économies nécessaire, soit de 50 ou de 70 Mds€, ne change rien au message à l'intention des candidats à l'élection présidentielle : la France n'a pas de marges budgétaires pour baisser les impôts ou accroître les dépenses, sauf à prendre le risque d'une nouvelle hausse de l'endettement public.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François ECALLE.

A lire également

[Mécomptes publics – les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 25/01/2022

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /